

REPUBLIQUE DU BENIN

**MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME ET DES INFRASTRUCTURES
PORTUAIRES**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE
DENATIONALISATION**

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES**

**MINISTERE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DU REBOISEMENT ET DE LA PROTECTION
DES RESSOURCES NATURELLES ET FORESTIERES**

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

MINISTERE DE LA SANTE

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUES ET DES CULTES

**MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES,
DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES**

**ARRETE
INTERMINISTERIEL**

Année 2015 N° 097/MEMIP/MEFPD/MICPME/MECGCCRPNF/
MAEP/MS/MTPT/MISPC/MERPMEDER/DC/SGM/SA

portant barème des coûts de délivrance de certificats, permis et autorisations relatifs à la dématérialisation des liasses documentaires de pré-dédouanement des marchandises et véhicules à l'importation, à l'exportation et en transit au port de Cotonou, à travers le mécanisme de la signature électronique.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE MARITIME ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES,

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE
DENATIONALISATION,**

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,

**LE MINISTRE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES, DU REBOISEMENT ET DE LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES ET
FORESTIERES,**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE,

LE MINISTRE DE LA SANTE,

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUES ET DES CULTES,

**LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU
DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES,**

- Vu** la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n°90-005 du 15 mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités du commerce en République du Bénin ;
- Vu** la loi n°93-007 du 29 mars 1993 portant amendement de la loi n° 90-005 du 15 mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités du commerce en République du Bénin ;
- Vu** la proclamation, le 29 mars 2011 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 13 mars 2011 ;
- Vu** le décret n°2014-512 du 20 août 2014 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2012-191 du 03 juillet 2012 fixant la structure-type des Ministères ;

- Vu le décret n° 2014-757 du 26 décembre 2014 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation ;
- Vu le décret n° 2012-432 du 06 novembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère Délégué auprès du Président de la République, Chargé de l'Economie Maritime, des Transports Maritimes et des Infrastructures Portuaires ;
- Vu le décret n° 2012-545 du 17 décembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Industrie, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Vu le décret n° 2012-541 du 17 décembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Vu le décret n° 2014 - 417 du 04 août 2014 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Environnement chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières ;
- Vu le décret n°2012-272 du 13 août 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Santé ;
- Vu le décret n°2012-376 du 06 octobre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Travaux Publics et des Transports ;
- Vu le décret n°2012-429 du 06 novembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes ;
- Vu le décret n° 2015-019 du 29 janvier 2015 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables ;
- Vu le décret n°91-13 du 24 janvier 1991 portant réglementation de l'importation des produits de nature dangereuse pour la santé humaine et la sécurité de l'Etat ;
- Vu le décret n°93-313 du 29 décembre 1993 portant définition de la profession d'importateur en République du Bénin ;
- Vu l'avenant n°001 à la concession pour la mise en place et l'exploitation du Guichet Unique au Port de Cotonou signé le 26 novembre 2014 ;
- Vu le décret n°2015-259 du 15 mai 2015 portant fixation du cadre applicable à la dématérialisation de la liasse documentaire du pré-dédouanement en République du Bénin,

ARRETE :

Article 1^{er} : Le barème des coûts de délivrance des documents électroniques composant la liasse documentaire dématérialisée de pré dédouanement des marchandises et véhicules à l'importation, à l'exportation et en transit, en particulier les certificats, permis et autorisations relatifs à la dématérialisation des liasses documentaires, est fixé comme indiqué en annexe au présent arrêté.

Article 2 : Les Bordereaux Uniques de Pré-dédouanement (BUP) portant les frais de délivrance desdits certificats, permis et autorisations sont payés systématiquement dans les banques partenaires et à l'ordre de SEGUB-GUOCE sur la base des informations préalablement fournies par chacun des organismes émetteurs.

Article 3 : La plate-forme informatique GUOCE-BENIN produit un Bordereau Unique de Pré-dédouanement (BUP) et la SEGUB se charge ensuite de la répartition desdits frais aux organismes bénéficiaires conformément au barème tarifaire annexé au présent arrêté.

Article 4 : Les Commissionnaires Agréés en Douane (CAD) sont chargés de l'initiation et du suivi des différentes demandes dans le système GUOCE-BENIN.

Article 5 : Le Ministre de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires, le Ministre de l'Economie et des Finances et des Programmes de Dénationalisation, le Ministre de l'Industrie, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, le Ministre de l'Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Ministre de la Santé, le Ministre des Travaux Publics et des Transports ; le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publiques et des Cultes, le Ministre de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 6 : Le présent arrêté prend effet, à compter de la date de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République du Bénin.

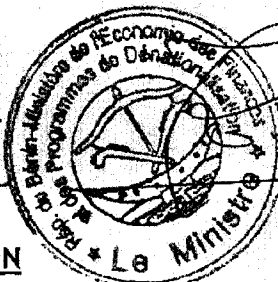
Fait à Cotonou, le 22-05-2015

Le Ministre de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires,



Ruffin Orou Nan NANSOUNON

Le Ministre de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation,



Komi KOUTCHE

Le Ministre de l'Industrie, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises,



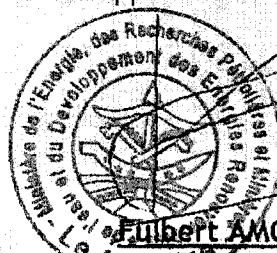
Françoise Abraoua ASSOGBA

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche,



El hadj Issa AZIZOU

Le Ministre de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables,



Fulbert AMOUSSOUGA GERO

Le Ministre de l'Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières,



Raphaël EDOU

Le Ministre de la Santé,



Raphaël EDOU
Ministre intérimaire

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,



Natondé AKE

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Sécurité Publique et des Cultes,



Dossou Simplicie CODJO

AMPLIATION : ORIGINAL 1 - PR 2 - SGG 2 - AN 1 - CC 1 - CS 1 - HCJ 1 - CES 1 - HAAC 1 - MEMIP 2 - MEFPD 2 - MICPME 2 - MERPMEDER 2 - MAEP 2 - MECGCCRPNF 2 - MS 2 - MTPT 2 - MISPC 2 - AUTRES MINISTRES 18 - CCIB 1 - PREFETS ET MAIRIES 83 - JORB 1 - ARCHIVES 1.

**Tableau des coûts de délivrance de
certificats, permis et autorisations
relatifs à la dématérialisation des liasses
documentaires de pré-dédouanement
des marchandises et véhicules à
l'importation, à l'exportation et en
transit au port de Cotonou.**

ORGANISMES	CERTIFICATS/PERMIS	COUTS DU CERTIFICAT (EN F CFA)
TAXE PAR BORDEREAU UNIQUE DE PRE-DEDOUANEMENT (BUP)		
Direction Générale du Commerce Extérieur	Certificat d'Origine Formulaire A	1000 F CFA
	Certificat d'Origine China	1000 F CFA
	Certificat d'Origine Maroc	1000 FCFA
	Certificat d'Origine Ordinaire	1000 F CFA
	Autorisation spéciale d'Importation	1000 F CFA
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin	Certificat d'origine UEMOA/CEDEAO	1500 F CFA
	Certificat d'Origine EUR.1	240 F CFA
Direction Générale du Commerce Intérieur	Main levée	500 F CFA / tonne
Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles	Certificat de conformité / Avis technique d'exportation	Gratuit
	Certificat / Permis CITES	1500 F CFA pour le certificat 3000 F CFA pour le permis
	Autorisation d'importation (produits ligneux et non ligneux)	Gratuit
Direction de la production animale	Autorisation vétérinaire de dépôtage	Gratuit
	Certificat sanitaire d'exportation	Gratuit
Agence Béninoise de la Sécurité Sanitaire des Aliments	Certificat phytosanitaire	3000 F CFA + 300 F CFA/tonne
	Procès-Verbal de mise sur le marché	Gratuit
	Permis d'Importation (Matériel végétal de propagation)	Gratuit
	Bulletin d'expertise	Défini par la loi 87 Coût/tonne variable selon le produit et le type d'intervention
	Autorisation de débarquement	Gratuit
	Certificat sanitaire pour poissons et produits de pêche	Gratuit

Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée	Certificat sanitaire pour les Denrées alimentaires	25.000 FCFA/tonne quand le tonnage max est < ou = 40 tonnes + 500 FCFA/tonne pour tout excédant
	Récépissé de contrôle	20.000 FCFA/BL
Direction de la Pharmacie, du Médicament et des Explorations Diagnostiques	Autorisation d'enlèvement	0 pour les délégués médicaux/grossistes répartiteurs 25.000 FCFA pour autres structures
	Autorisation spéciale d'importation	Gratuit
	Autorisation officielle d'importation	Gratuit
Direction Générale des Transports Terrestres	Autorisation d'importation de matériel hors gabarit	20.000 FCFA/tonne compris entre 1-10 tonnes 40.000 FCFA/tonne d'excédant > ou = 11 tonnes Exemple: pour un matériel dont poids excédant = 25 tonnes Frais = 10×20.000 FCFA + 15×40.000 FCFA
Direction Générale de la Police Nationale	Permis d'importation et de détention d'arme perfectionnée	10.000 FCFA
Office Béninoise de Recherches Géologiques et Minières	Autorisation d'importation de substances explosives	10% de la valeur CAF
	Autorisation de transport/transfert de substances explosives	250.000 FCFA/conteneur de 20' 500.000 FCFA/conteneur de 40'
Banque	Titre douanier / Engagement de change / Domiciliation d'exportation	En fonction des banques.
Direction des Affaires Monétaires et Financières	Autorisation de change	Gratuit
Assurance	Police d'assurance	Variable en fonction du type d'assurance et de la valeur du produit
Conseil National des Chargeurs du Bénin	BESC	Europe - Afrique : 16.250 FCFA/BL Asie et autres destinations : 65.000 FCFA/BL
TAXE PAR BORDEREAU DE FRAIS UNIQUE (BFU)		
GUOCE		10.000 FCFA/ BFU